

# Le travailleur social est en danger

Les "Experts d'Etat" détricotent et démantèlent des acquis sociaux qu'ils ratatinent, sans aucun état d'âme, au simple statut de charges financières. Pour eux, il y a donc non pas des humains derrière ces acquis, mais des charges à "dé-charger". Inadmissible!

Hors abri, l'exclu ne sera ainsi plus écouté, mais contrôlé; plus accompagné, mais secoué; plus aidé, mais moralisé; bref, plus humanisé, mais outragé.

**R**appelons, d'emblée, ceci. L'assistant social n'existe dans la société qu'en tant que cette dernière recèle des socio-économiques. Son existence serait, assurément, inconcevable dans une société juste. Cette existence dénote donc, lorsqu'il la soutient financièrement, le souci ou le devoir humanitaire du politique d'offrir aux exclus la possibilité d'être entendus, soutenus, accompagnés, aidés, bref de ne pas être, réellement et totalement, laissés tomber par la société. L'assistant social est donc présent dans cette dernière pour offrir aux exclus un espace d'accueil, d'écoute et de paroles où leur humanité flétrie ou perdue dans la Société est susceptible de leur être

**BEN MERIEME MOHAMED**  
Assistant social à l'Association des Locataires de Molenbeek et Koekelberg (Bruxelles).

restituée. Cet espace forme ainsi un abri pour la sauvegarde et la préservation de l'humanité des exclus qui, en dehors de cet abri, sont continuellement malmenés, stigmatisés ou sommés de rendre des comptes. Comme nous le disait, récemment, une usagère en souffrance d'une habitation conforme à sa dignité: "Chez vous, je me repose de l'enfer du monde !" Or, depuis quelques années déjà, cet abri est à l'agonie. Ces dernières années, nous avons en effet assisté à de gros réaménagements politiques de cet abri. Et à des réaménagements qui visaient non pas à

sa préservation, mais plutôt à son décloisonnement et asservissement aux différentes injonctions politico-économiques. En clair, l'assistant social est, désormais, prié de considérer les exclus comme un poids financier pour la société. Et si sa mission est désormais celle de la déléster de ce poids, alors il se doit de se grimer en boss : non plus donc écouter, secourir et soutenir, en toute indépendance et en dehors de tout calcul ("Le temps, c'est de

l'argent !") les exclus, mais plutôt les éduquer et booster : à rechercher un emploi ou un logement, à se réveiller très tôt, à se former, à se discipliner, etc.

En ce sens, le changement partiel, en 2002, de la dénomination du CPAS est parlant : de Centre public d'Aide sociale, nous sommes passés à Centre public d'Action sociale. Non plus donc aider, mais agir sur les exclus. Tout y est ! Bref, il suffit de relever le type de travail social pratiqué dans certains gros secteurs sociaux pour conclure ceci : l'assistant social se doit, désormais, non pas aux exclus, mais à la finance. Plus exactement : il se doit de tout mettre en œuvre afin de colmater ou de boucher les trous de la finance.

Mais ce qui était, hier encore, officieux ou pratiqué entre les lignes, se dit, aujourd'hui, sans aucun tabou. Que lisons-nous en effet dans la Déclaration de Politique régionale (DPR) 2014-2019 ? Que le gouvernement bruxellois estime que "chaque euro" (!) se doit d'être "dépendant en vue de réaliser les priorités définies dans l'accord de gouvernement". Or, on le sait, il y a des milliers de travailleurs sociaux (assistants sociaux, animateurs...) du secteur non-marchand qui sont rémunérés par des euros régionaux : directement (les Agents contractuels subventionnés ou ACS, par exemple) ou indirectement (les subventions accordées aux ASBL). Ces travailleurs, nous est-il dit ainsi, devront se vouer, corps et âme, non pas aux exclus, mais aux seules priorités établies par le gouvernement. Et quelles priorités ?

Si la DPR ne fait nullement de l'accueil des êtres qui souffrent de l'exclusion sociale une priorité, et tel est malheureusement le cas, alors les travailleurs sociaux n'existeront tout bonnement plus ! Ainsi, à l'heure même du chômage et de la crise du logement en Région de Bruxelles-Capitale, sur les 89 pages de cet accord de gouvernement bruxellois, nous ne trouvons qu'une seule et unique fois le mot de "souffrance". Mais pas n'importe quelle souffrance : celle subie par l'"animal" ! Est-ce donc à dire qu'il n'y a plus d'humains qui souffrent en région bruxelloise ? C'est à croire ! Le fait d'enrôler des travailleurs so-

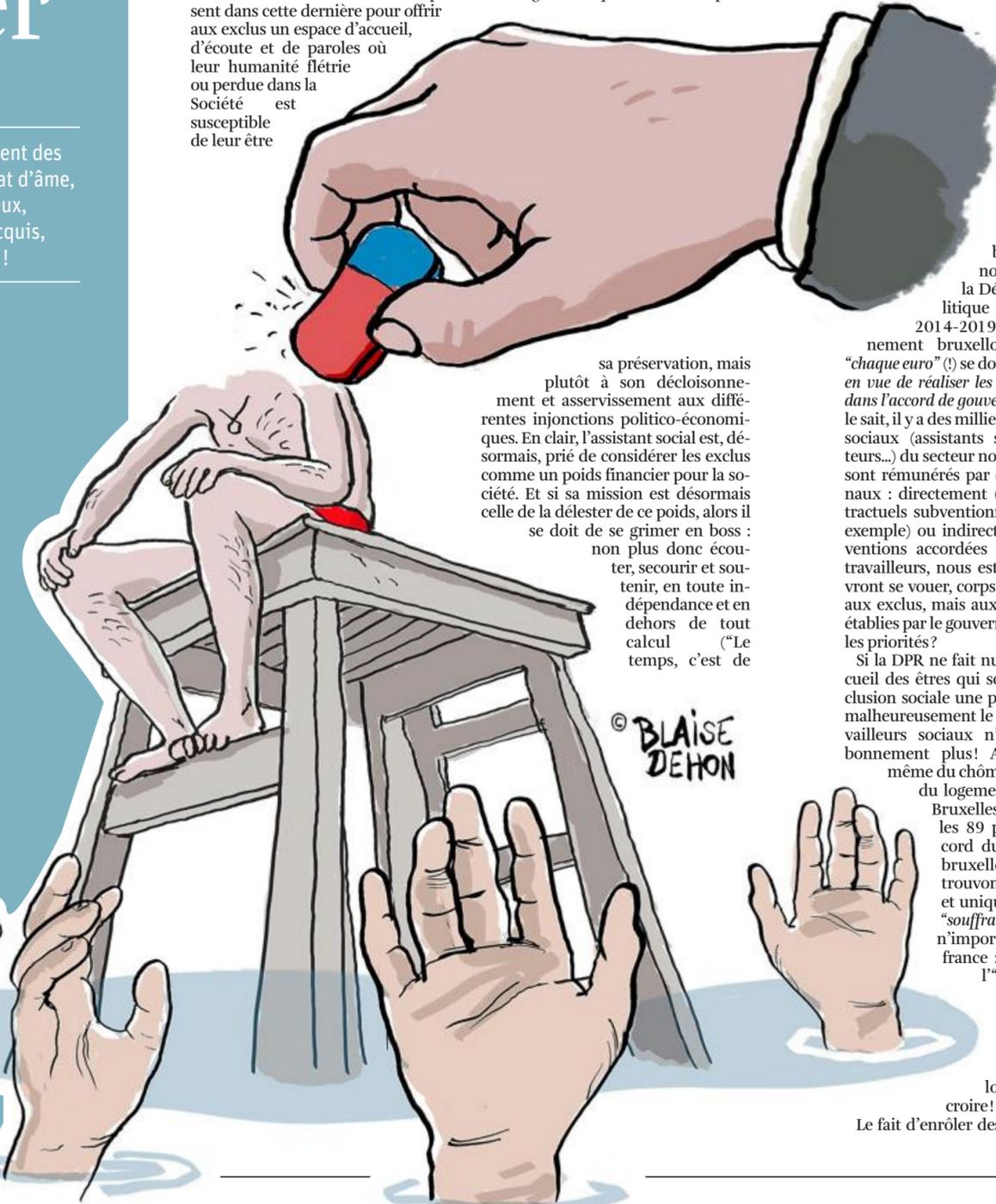
ciaux – alors même qu'ils dépendent d'ASBL aux approches politiques ou philosophiques riches et multiples – dans des projets gouvernementaux comporte un nom : instrumentalisation. Et le propre de toute instrumentalisation est celui d'évacuer l'ensemble des connaissances et de l'expérience acquis par ces travailleurs au seul et unique bénéfice du supposé savoir des Experts, c'est-à-dire des Evalueurs privés. Car, ne l'oublions jamais, la plupart des réformes politiques (celle des ACS n'y échappe pas) ont en effet été dictées par des études réalisées par des sociétés (privées) expertes en marketing, c'est-à-dire des sociétés qui ne pensent, ou plutôt, ne calculent qu'en fonction du seul et unique paradigme libéral – paradigme où l'homme, on le sait, y est un loup pour l'homme.

A l'instar des Experts de la série télévisée qui ouvrent et dissèquent le corps des humains qu'ils réduisent, sans aucun état d'âme, à des bouts de viande, les Experts d'Etat, eux, détricotent et démantèlent des acquis sociaux qu'ils ratatinent, sans aucun état d'âme, au simple statut de charges financières. Pour eux, il y a donc non pas des humains derrière ces acquis, mais des charges à "dé-charger" !

A propos des ACS, il nous est dit aussi que ces postes se devront d'être, pour les jeunes, des tremplins vers des emplois qui ne dépendent plus de deniers régionaux. Du coup, puisque ces jeunes n'y feront que passer, les services sociaux ou autres qui dépendent de postes ACS verront la qualité de leur service réduite à néant. L'abri que dispense le travail social est pareil à un refuge où les exclus, après avoir fermé la porte, témoignent des diverses sommersations et vexations socio-économiques qu'ils subissent. Or, il est demandé, aujourd'hui, aux travailleurs sociaux de maintenir désormais cette porte grande ouverte afin que la grosse voix gouvernementale puisse s'y introduire et régir l'ensemble des rapports sociaux des deux partenaires en présence.

Après son agonie, l'abri se verra, du coup, détruit, saccagé, liquidé ! Hors abri, l'exclu ne sera ainsi plus écouté, mais contrôlé; plus accompagné, mais secoué; plus aidé, mais moralisé; bref, plus humanisé, mais outragé. Le travail social partira en fumée et des exclus qui parlent aux murs peupleront nos rues. Faute, par ailleurs, de trouver un lieu ou un espace où ils pourront livrer, à des travailleurs sociaux, les différentes impossibilités ou divers déboires (matériels, psychiques...) qu'ils rencontrent dans leur existence et être ainsi entendus pour ce qu'ils sont et non pas pour ce que le gouvernement aimerait qu'ils soient, le risque existe que des exclus, désespérés face donc à cette surdité sociale totale, passent à l'acte : suicide ou agression.

Ce que le gouvernement ne voudra point entendre (l'impossibilité du plein-emploi ou la crise du logement), ils le feront donc, probablement, rentrent par des voies plus funestes – pour eux, surtout et nous, ensuite.



**En France, sur les 136 candidats de 80 ans ou plus** qui se présentent aux prochaines élections départementales, 111 appartiennent au Front national, parti qui présente, par ailleurs à ces élections visant à renouveler les conseils départementaux – assemblées dont les compétences incluent l'aide sociale, notamment le RSA, le revenu minimum aux personnes sans ressources auquel sont éligibles, sous certaines conditions, les ressortissants étrangers. Les 2 candidates les plus âgées : deux Auvergnates de 91 et 99 ans.

**En France, en 1980, le montant total des dividendes** versés aux actionnaires représentait la moitié du montant total des investissements. Actuellement les dividendes valent 2,5 fois les investissements, soit 5 fois plus.

**En France, en juin 2013, il y avait 2,2 millions** d'allocataires émergeant au RSA, le revenu minimum; en 1989, un an après sa création, ils étaient 400 000 soit 5 fois moins.

**"Mais je croyais que c'était mon mari !"** a déclaré une habitante de Roubaix, en France, aux policiers qui l'avaient mise en garde à vue pour avoir lardé de coups de couteau son chien.

**Aux Etats-Unis, la société McDonald** a annoncé qu'elle abandonnerait peu à peu, dans la confection de ses produits, l'usage de poulets élevés à l'aide d'antibiotiques utilisés également pour soigner les humains.

**Aux Etats-Unis, à Atlanta, une jeune femme de 22 ans** a presque battu à mort une de ses amies parce que celle-ci s'était assise malencontreusement sur le hamburger qu'elle s'appropriait à manger.

**En Turquie, le médecin du président Erdogan** a révélé qu'une des mille pièces du nouveau Palais présidentiel était dévolue à l'installation d'un laboratoire devant dépister la présence éventuelle de poison dans la nourriture servie au chef de l'Etat.

**En Grèce, la Cour des comptes nationale** a estimé que le remboursement d'un emprunt forcé accordé au régime nazi et les réparations des dommages causés par la guerre que l'Allemagne devrait payer s'élèvent à une somme comprise entre 269 et 332 milliards d'euros; troublante coïncidence : la dette de la Grèce se monte à 320 milliards d'euros.

**En Allemagne, une enquête toute récente** montre que, désormais, la majorité des Allemands souhaite que la Grèce sorte de la zone euro.

**L'Islande a fait savoir officiellement** à la Lettonie, qui préside actuellement le Conseil européen, et à la Commission de Bruxelles qu'elle retirait sa candidature à l'adhésion à l'Union européenne.

**En Italie, la police, appelée pour enquêter** sur un soi-disant drapeau de l'Etat islamique flottant sur le balcon d'un appartement a constaté que celui-ci n'était qu'un blouson récemment lavé qu'un habitant faisait sécher.

**En Syrie, quatre ans après le début du soulèvement** anti-Assad, le nombre de Syriens ayant bénéficié des convois d'aide onusiens dans les zones les plus gravement touchées est passé à 1,2 million pour 2,9 millions un an auparavant, soit un effondrement de 63 %.

**"La décision de garder ou de supprimer** la réincarnation du Dalaï-Lama dépend du gouvernement central de la Chine, il ne dépend pas de n'importe qui", a déclaré un responsable chinois à propos de la possibilité évoquée par l'actuel Dalaï-Lama d'être le dernier de sa lignée.

Sources : "Le Monde", "Le Matin.ch", "Canal +", "The New York Times", "BBC", "The Guardian", "Liberation", "USA Today", "The Huffington Post", "The Guardian", "The Washington Post", "Reuters", "The Independent", "The Times", "Foreign Policy", "Tweeter, France 2.

Gauthier De Bock



Le nouveau Palais présidentiel turc, à Ankara: environ un millier de pièces sur 200 000m<sup>2</sup>.